



Mesdames et Messieurs les sénateurs du Front de Gauche

République et Socialisme s'adresse à vous dans la perspective du vote au Sénat du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche. Nous avons de nombreux arguments qui nous conduisent à penser qu'un vote négatif devrait être préféré. Nous comprenons bien que votre vote prend en compte différents facteurs. **C'est pourtant selon nous le seul vote qui puisse être compris par tout ceux qui se sont battus contre Sarkozy et Péresse et qui attendent du Front de Gauche le soutien sans faille à une politique de rupture à l'opposé de ce qui est pratiquée par le gouvernement actuel en termes structurels et budgétaires.**

Nous vous avons adressé, ainsi qu'à tous les parlementaires de gauche, une lettre ouverte sur la situation présente de l'enseignement supérieur et la recherche depuis les élections du printemps. Le nouveau gouvernement poursuit la politique antérieure sous la pression des milieux les plus réactionnaires du secteur qui ont investi la haute administration et le cabinet de la ministre.

Le projet de budget 2013 est mauvais. Il est d'autant plus mauvais qu'il poursuit les méthodes de manipulation budgétaire à l'œuvre à l'époque de Sarkozy. Il n'y a aucune amélioration budgétaire susceptible de compenser l'effondrement en œuvre depuis deux ou trois ans. L'austérité conduit à reproduire l'attribution de dotations insuffisantes aux établissements, universités et organismes de recherche, ce qui les contraint à ne pas remplacer les départs pour survivre. Les directions du ministère les poussent activement dans ce sens sous prétexte d'autonomie. Par exemple, le nombre de contrats doctoraux a été réduit soudainement et les présidents d'université à dépouiller d'autres lignes budgétaires pour les maintenir. Pour la première fois, les postes ouverts à l'université en 2013 vont être en forte baisse. Le ministère ment quand il prétend le contraire. Au CNRS, le non remplacement partiel déjà en vigueur est poursuivi et accentué par la direction actuelle. La communication du ministère prétend que des sommes ont été transférées de l'ANR vers les organismes pour soutenir l'emploi. C'est faux, le montant transféré a été entièrement affecté au fonctionnement. **C'est l'étranglement par l'autonomie qui est poursuivi.**

La situation de l'emploi dans l'ESR est dramatique et le ministère de l'ESR n'apporte aucune réponse. Des mobilisations prennent de l'ampleur, en particulier sur la question de la précarité, estimée à 50000 dans l'ESR. La situation aujourd'hui est dominée par le « dégraissage », c'est-à-dire le non renouvellement des CDD. Le ministère refuse tout

moratoire sur ce non renouvellement. Le ministère fait tout pour réduire le nombre des titularisations au maximum et prétend prendre ces titularisations sur les recrutements normaux déjà en forte baisse. Encore plus grave, le ministère refuse toute titularisation des précaires sur les fonctions de chercheur, d'enseignant-chercheur et d'ingénieur de recherche. Dans sa réponse à un avis de la cour des comptes sur la précarité à l'INSERM, la ministre dévoile que pour les réactionnaires qui font la loi dans l'ESR, l'avenir normal des jeunes chercheurs est le chômage ou l'exil. **Il s'agit d'une volonté de sortir l'enseignement supérieur et la recherche de la fonction publique.**

Ces questions très graves sur l'emploi suffisent à elles seules à voter contre le projet de budget 2013, qui est un budget de renoncement et de poursuite de la destruction du service public. Ce vote contre devrait être le point de départ d'une mobilisation pour une rupture en termes d'emploi dans le secteur qui devra également éliminer toutes les causes structurelles de la précarité mises en place depuis 2005 et entérinée par le gouvernement actuel.

Pour le secrétariat national
Bernard Jusserand